

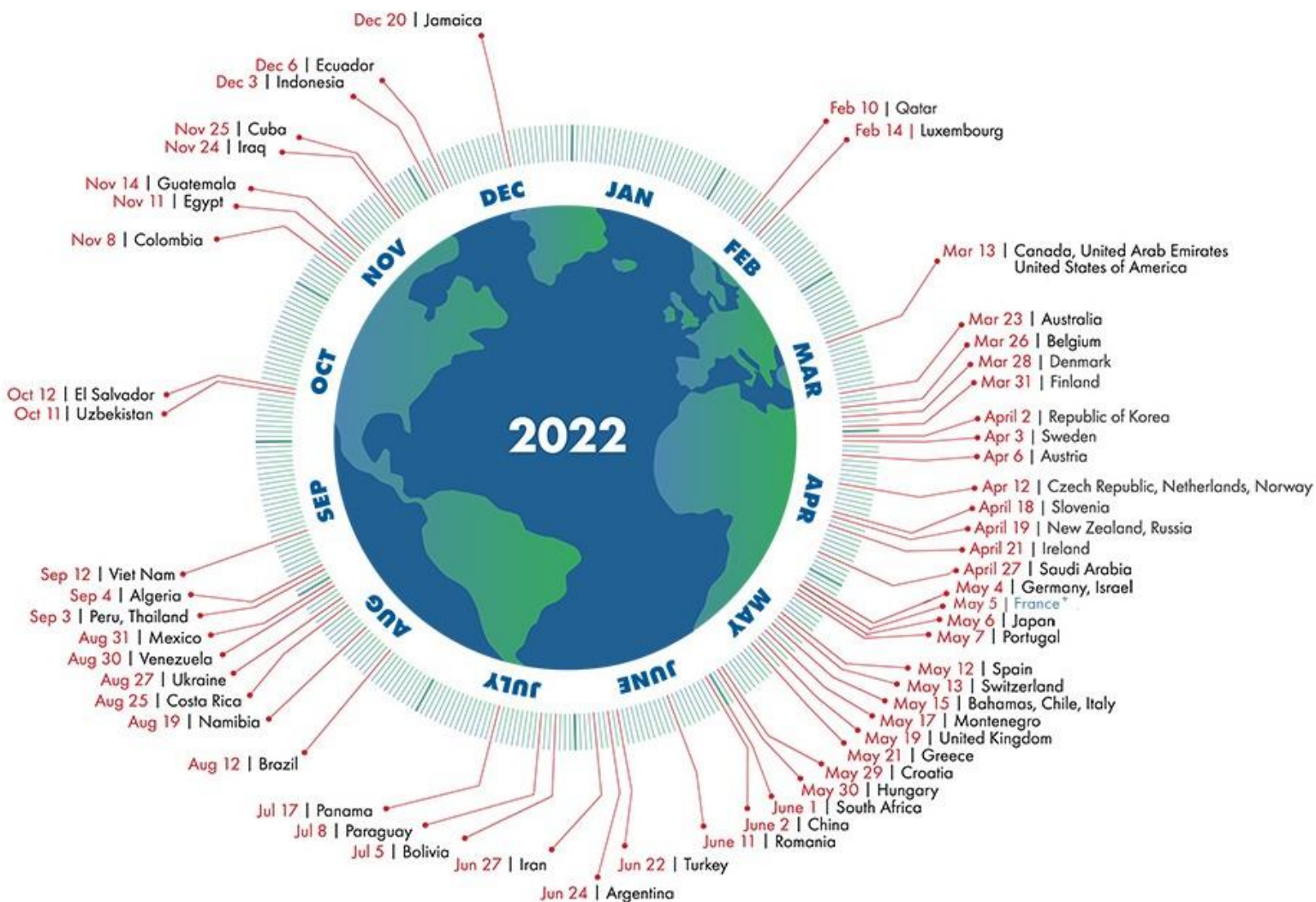
# NOTRE PLANETE TERRE: Etat, diagnostique, solutions ?,...

*La jeunesse se mobilise en masse, sur toute la planète, pour appeler la communauté internationale à prendre les dispositions d'urgence qui s'imposent. Dans le même temps, les constats se succèdent et se multiplient, à l'instar des rapports des groupes d'experts sur le climat (le GIEC), ou encore sur la biodiversité (IPBES). De COP en COP (Conference Of Parties), les discours des dirigeants du Monde se répètent pourtant à l'identique, sans que les mesures ambitieuses et courageuses suivent.*

## Le Jour du dépassement

Le jour du dépassement de la Terre est intervenu **le 28 juillet 2022**, dans un contexte marqué par des phénomènes climatiques extrêmes (sécheresses, canicules, feux de forêts). Si le système agricole et alimentaire subit de plein fouet les conséquences du changement climatique et l'effondrement de la biodiversité, **le modèle actuel est également l'un des principaux responsables** de la surexploitation des ressources et contribue fortement à ce dépassement. Calculée par le Global Footprint Network, la date du 28 juillet correspond à **la date à partir de laquelle l'humanité a consommé (empreinte écologique) l'ensemble des ressources que la Terre peut reconstituer en une année (biocapacité)**. Autrement dit: pour régénérer ce que l'humanité consomme aujourd'hui, il nous faudrait l'équivalent de "1,75 Terre" en termes de surface. Pour mesurer l'accélération, il suffit de se rappeler qu'en 2000 c'était le 23 septembre et qu'en 1970 c'était le 30 décembre soit '1 Terre'.

Le graphique suivant en indiquant le jour de dépassement par pays révèle la contribution, les inégalités et la responsabilité de chaque pays. Du Qatar 10/2 (10 Terre) à la Jamaïque 20/12 en passant par Luxembourg 14/2, USA Emirats Arabes Unis et Canada 13/3, Australie 23/3, Belgique 26/3, Russie 19/4, France 5/5 (2.9 Terre), Chine 2/6, Cuba 25/11.



## **Cause majeure: un système agricole et alimentaire non soutenable**

Au total, la moitié de la biocapacité de la planète est aujourd'hui utilisée pour nourrir l'humanité. Nos régimes alimentaires nécessitent aujourd'hui en termes de nourriture de grandes surfaces de cultures et rejettent d'importantes émissions de Gaz à Effet de Serre (GES). Au total, la moitié de la biocapacité de la planète (55 %) est aujourd'hui utilisée pour nourrir l'humanité - avec des modèles très différents les uns des autres. Notre modèle en Europe est particulièrement responsable de cette surconsommation, où la viande tient une place disproportionnée dans notre alimentation et où l'essentiel de la production est lié à une agriculture intensive.

## **Transformer notre système agricole et alimentaire**

Passer à un régime alimentaire durable en réduisant la consommation de produits animaux pourrait réduire d'au moins 30 % les émissions de GES provenant de l'alimentation. Pour réduire l'empreinte écologique de notre système agricole et alimentaire, préserver la biocapacité de la Terre et faire reculer le Jour du dépassement, trois transformations urgentes doivent être enclenchées :

- **Réduire la consommation de protéines animales**

Au niveau mondial, passer à un régime alimentaire durable en réduisant la consommation de produits animaux pourrait réduire d'au moins 30 % les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'alimentation, de 46 % la disparition de la faune sauvage et de 20 % les décès prématurés.

- **Stopper la conversion des écosystèmes naturels**

Réduire la pression sur les écosystèmes naturels (prairies, forêts, zones humides, etc.) qui sont détruits ou convertis en cultures et zones d'élevage passe par la réduction de la consommation de produits transformés et animaux.

- **Transformer nos modes de production vers l'agroécologie**

L'agriculture intensive, telle qu'elle est pratiquée actuellement dans l'UE et dans certaines autres parties du monde, repose sur un modèle extractif qui érode la base de ressources naturelles dont elle dépend. Il nous faut sortir du modèle des monocultures dopées aux engrais et pesticides et soutenir les pratiques agroécologiques: subventionner l'agroforesterie, réduire l'usage des intrants chimiques, sortir de l'élevage industriel... En développant les pratiques agroécologiques, nous pourrions diviser par deux les émissions du secteur agricole français d'ici 2050.

## **6ème rapport du GIEC**

**Le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) a publié le 28 février 2022 le rapport «Impacts, adaptation et vulnérabilité»**, qui décrit les conséquences du changement climatique sur les sociétés humaines et les écosystèmes de toutes les régions du monde, ainsi que les pistes d'adaptation et leurs limites. 127 risques majeurs ont été recensés dans toutes les régions et tous les secteurs: avec l'augmentation du réchauffement, ils deviendront graves, c'est-à-dire généralisés, systémiques et potentiellement irréversibles.

### **Agriculture: pertes de récoltes et dégradation des sols**

L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements météorologiques extrêmes: sécheresses, vagues de chaleur, inondations, précipitations intenses... endommagent fortement les récoltes, dégradent les terres cultivables et mettent en difficulté les élevages.

Les rendements des principales cultures telles que le maïs, le soja, le riz et le blé sont ainsi déjà impactés: selon les estimations, il y a eu une perte de 9 à 10% de la production totale de céréales entre 1981 et 2010. Ces impacts vont empirer si les émissions de gaz à effet de serre maintiennent leur trajectoire: si c'est le cas, le GIEC estime que la production de maïs devrait chuter de 1/5 à 1/3 d'ici la fin du siècle.

De plus, la quantité de terres cultivables va diminuer même si dans un premier temps, de nouvelles apparaissent par le réchauffement. De grandes surfaces de sols fertiles vont se dégrader, et certaines régions ne seront plus adaptées à la production agricole, notamment car les nouvelles conditions climatiques, à la fois trop chaudes et trop humides, ne permettront ni au bétail de survivre, ni aux producteurs de travailler dans les champs. Ces différents facteurs entraîneront une baisse de

la production alimentaire et une situation de plus en plus précaire pour les agriculteurs. Les consommateurs subiront une hausse des prix, exposant davantage les populations les plus vulnérables aux risques de malnutrition et de pénurie d'eau.

### **L'agroécologie: une solution pour l'atténuation et l'adaptation**

Le rapport indique que les pratiques agroécologiques, telles que la diversification des cultures ou l'agriculture biologique, permettent non seulement d'atténuer le changement climatique mais aussi de s'adapter à ses conséquences. Elles offrent en effet de meilleurs rendements, une plus forte résilience aux événements extrêmes (meilleure capacité de rétention d'eau des sols, résistance accrue aux maladies...), renforcent la sécurité alimentaire (régimes plus sains et variés, hausse des revenus des producteurs...) et favorisent la biodiversité des cultures, animaux et paysages.

### **Biodiversité: chaque degré compte**

Selon le GIEC, le changement climatique a entraîné une perturbation généralisée des écosystèmes terrestres, d'eau douce et marins dans toutes les régions du monde. La hausse des températures, les événements météorologiques extrêmes, la montée des eaux ou encore les feux de forêts ont conduit à de nombreuses pertes locales d'espèces. Pour la première fois, des extinctions d'espèces ont été attribuées au changement climatique : c'est le cas du Bramble Cay melomis, déclaré éteint en 2016, considéré comme le premier mammifère disparu pour cette raison.

Si le changement climatique se poursuit au même rythme, le GIEC prédit qu'un tiers des espèces pourrait disparaître d'ici 2070. Les récifs coralliens ont déjà atteint la limite de leur adaptation et pourraient disparaître si le seuil des +1,5°C est franchi, ce pourrait avoir lieu dès 2040

La transformation des écosystèmes et la perte de la biodiversité auront de forts impacts sur les sociétés humaines. La disparition des habitats naturels occasionne un rapprochement des espèces sauvages et des humains, favorisant les zoonoses, c'est-à-dire les maladies transmises entre les hommes et les animaux (le paludisme par exemple). La sauvegarde des écosystèmes est par ailleurs fondamentale pour garantir leur rôle dans l'adaptation au changement climatique et son atténuation.

Il existe quelques solutions pour favoriser l'adaptation des écosystèmes aux nouvelles conditions climatiques (limiter les autres perturbations comme la déforestation, favoriser l'hétérogénéité des habitats naturels, protéger certains refuges...). Cependant, ces solutions restent limitées.

### **Santé: des effets sur la santé physique et mentale**

Les maladies liées à l'alimentation et à l'accès à l'eau ainsi que les zoonoses sont en augmentation, tout comme les maladies cardiovasculaires causées par la chaleur. Près de la moitié de la population mondiale connaît une grave pénurie d'eau pendant au moins un mois par an, ce qui intensifie les risques sanitaires.

Les événements météo extrêmes affectent la santé de plusieurs manières: outre les décès directement causés, ils facilitent l'émergence de maladies, peuvent réduire la qualité de l'air, freiner les chaînes d'approvisionnement ou les réseaux de transport et ainsi augmenter l'insécurité alimentaire.

Le GIEC souligne également les conséquences du changement climatique sur la santé mentale, avec notamment une forte anxiété liée à la hausse des températures et la perte des moyens de subsistance, mais aussi des traumatismes causés par les catastrophes naturelles. La précarité générée par ces épisodes augmente par ailleurs le risque de violences.

### **Pauvreté et inégalités: les pays en développement beaucoup plus impactés**

Entre 3,3 et 3,6 milliards d'êtres humains vivent dans des contextes très vulnérables au changement climatique. Le GIEC met en évidence les très grandes disparités entre les pays: la mortalité due aux inondations, à la sécheresse et aux tempêtes a été jusqu'à 15 fois plus élevée dans les pays du Sud au cours de la dernière décennie. Or ce sont ceux qui contribuent le moins aux émissions mondiales de GES. L'Afrique est la région qui doit faire face aux défis les plus importants sur tous les aspects liés au changement climatique.

Un nombre de plus en plus élevé de personnes est amené à migrer, la plupart du temps au sein de leur pays: on parle alors de déplacés climatiques. Plus de 20 millions de personnes par an ont ainsi été déplacées depuis 2008 dans le monde. Rien qu'en Amérique latine, Afrique subsaharienne et Asie du Sud-Est, on pourrait compter jusqu'à 143 millions de déplacés climatiques supplémentaires d'ici 2050.

## **Pertes et dommages**

Les « pertes et dommages » désignent les conséquences irréversibles du changement climatique qui peuvent être de nature économique (destruction d'infrastructures après le passage d'un ouragan par exemple) ou de nature non-économique (perte de vies humaines). Si le terme de « pertes et dommages » est reconnu par la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, la réponse à y apporter fait l'objet de controverses entre pays riches, historiquement responsables du changement climatique et pays du Sud, qui ne possèdent pas toujours la capacité d'y faire face. Il appuie par ailleurs sur la responsabilité historique des pays du Nord en pointant pour la première fois le colonialisme comme source de vulnérabilités.

## **4 risques qui menacent la France**

Hausse des températures, inondations, vagues de chaleur, pénuries d'eau... La France est loin d'être épargnée par le changement climatique, avec des conséquences déjà visibles. Par exemple, la sécheresse coûte déjà 1,2 milliard d'euros par an à la France à cause des pertes agricoles et des perturbations de la production et de la distribution d'énergie.

Le GIEC identifie quatre risques clés pour l'Europe, qui concernent directement l'hexagone:

- Les vagues de chaleur: en 2050, le nombre de personnes qui mourront de la chaleur atteindra 5000 par an en France (contre 1500 actuellement) si les émissions de GES suivent leur trajectoire actuelle. Les vagues de chaleur auront également des conséquences irréversibles sur les écosystèmes: avec notamment une menace forte sur la biodiversité méditerranéenne: disparition de plantes et d'espèces, destruction des prairies marines...
- Les diminutions de rendement agricoles: conséquence directe du risque précédent, mais aussi, entre autres, de la sécheresse et de la variabilité des précipitations, les pertes de récoltes ont triplé en Europe au cours des 50 dernières années et continueront d'augmenter, mettant en péril les moyens de subsistances des producteurs.
- Les pénuries d'eau: ce risque concerne particulièrement le sud de la France: avec un réchauffement de +2°C, plus d'un tiers de la population de cette zone pourrait manquer d'eau.
- Inondations: la France est l'un des pays européens les plus menacés par les inondations côtières. Le nombre de personnes vivant dans des zones menacées est de 900 000 personnes actuellement, et pourrait passer à 1.7 million d'ici la fin du siècle si les émissions sont élevées.

En Outre-mer, les impacts sont encore plus marqués et les risques plus élevés.

En Europe, malgré la nécessité d'agir immédiatement, l'adaptation est très insuffisante. Les obstacles cités par le GIEC sont notamment le manque de volonté politique, le faible engagement des citoyens et du secteur privé ainsi qu'un "sentiment d'urgence faiblement ressenti"... Ce ne sont donc pas les solutions qui font défaut, mais la volonté de les mettre en place.

## **Adaptation : les efforts actuels sont très insuffisants**

L'évaluation du GIEC révèle que les efforts d'adaptation actuels sont très insuffisants pour atteindre les objectifs existants, malgré les progrès accomplis depuis le rapport précédent (RE5, 2014). Les solutions actuellement mises en place sont principalement réactives et court-termistes. Pire, le rapport atteste de cas de mal adaptation, c'est-à-dire de mesures d'adaptation qui aggravent les risques ou créent de nouvelles vulnérabilités. Par exemple, la construction de digues, parfois utilisées pour faire face à l'augmentation du niveau des mers, peut détruire des écosystèmes.

Le GIEC précise pourtant qu'il existe des solutions d'adaptation dans toutes les régions et tous les secteurs, qui peuvent réduire les risques liés au changement climatique pour les populations et les écosystèmes. En outre, un développement résilient au changement climatique est « possible lorsque les gouvernements, la société civile et le secteur privé font des choix de développement inclusifs qui donnent la priorité à la réduction des risques, à l'équité et à la justice ».

Pour cela, le rapport insiste sur l'urgence de la situation, et la nécessité d'opérer de véritables transformations pour s'adapter. En plus d'être efficace, une adaptation rapide serait bien moins coûteuse que les impacts engendrés par le changement climatique.

Toutefois, ces efforts ne seront pas suffisants: le rapport montre que s'adapter est possible, à condition que le réchauffement climatique soit limité à 1,5 ou 2°C.

**Le GIEC a publié le lundi 4 avril 2022 son nouveau rapport "Atténuation du changement climatique"**, qui présente des solutions pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre et limiter les conséquences du changement climatique.

La mauvaise nouvelle, c'est que les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) ont continué à augmenter jusqu'en 2019. Celles de la décennie 2010-2019 ont atteint un niveau record dans l'histoire de l'humanité, et correspondent à peu près au budget carbone restant pour se maintenir sous la barre des +1,5°C. Autrement dit, lorsque nous aurons émis la même quantité de GES qu'entre 2010 et 2019, la température sera 1,5°C plus élevée qu'à la fin du XIXe siècle, ce qui aura des conséquences graves, voire irréversibles, sur nos moyens de subsistance et modes de vie. Sans un renforcement urgent des politiques climatiques actuelles, nous nous dirigeons vers un réchauffement de 3,2°C à la fin du siècle.

La bonne nouvelle, c'est que les solutions existent. D'après le GIEC, « dans tous les secteurs, nous disposons de solutions pour réduire au moins de moitié les émissions d'ici à 2030 ». Parmi les mesures à mettre en place, le rapport met en avant la transformation des modes de vie, le développement et l'exploitation des technologies disponibles, la fin des énergies fossiles au profit des renouvelables, la modification de notre alimentation, l'adaptation de nos modes de transports ainsi qu'une forte coopération internationale.

### **La sobriété, une nécessité**

Pour la première fois, le GIEC consacre un chapitre à la demande, c'est-à-dire aux aspects liés à la consommation dans les différents secteurs. « Si nous opérons les bons choix en matière de politique, d'infrastructures et de technologies, nous pourrions changer nos modes de vie et nos comportements, avec à la clé une diminution de 40 à 70 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050 ».

Ces transformations ne doivent pas reposer sur des choix individuels, mais plutôt sur des choix politiques et structurels qui doivent tendre vers la sobriété, définie par le GIEC comme *“un ensemble de mesures et de pratiques quotidiennes qui permettent d'éviter la demande d'énergie, de matériaux, de terres et d'eau tout en assurant le bien-être de tous les êtres humains dans les limites de la planète.”*

Le rapport classe les stratégies d'atténuation basées sur la demande en trois options : “Éviter – Changer – Améliorer”. Concrètement, les actions présentant les plus grands potentiels d'atténuation pour chaque catégorie sont:

- Éviter les vols long-courriers ;
- Changer son alimentation pour un régime à base de végétaux;
- Améliorer l'efficacité énergétique de son logement.

Le secteur qui présente le plus fort potentiel de réduction des émissions de GES à l'échelle individuelle est celui des transports.

### **L'élimination du carbone, une fausse solution.**

Outre la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'autre versant de l'atténuation du changement climatique est l'élimination du carbone existant dans l'atmosphère. Ce procédé passe par la plantation d'arbres ou l'utilisation de technologies permettant la capture et le stockage du carbone. Bien que ces solutions soient nécessaires à l'atteinte des objectifs climatiques, elles ne constituent en aucun cas une alternative à la réduction des émissions et doivent être réservées à l'absorption d'émissions résiduelles. Les méthodes d'élimination présentent des résultats mitigés, et beaucoup reposent sur des technologies pour le moment spéculatives. Mais surtout, le rapport précise que certaines technologies présentent des risques importants pour la biodiversité, la sécurité

et les droits humains. Par exemple, le déploiement à grande échelle du BECCS (bioénergie, captage et stockage du carbone) peut créer de la concurrence pour les terres, l'eau et d'autres ressources.

Plus nous émettons de GES, plus nous serons dépendants de ces technologies dans le futur, d'où l'importance de concentrer tous nos efforts sur la réduction de nos émissions. La seule option raisonnable et sans regret est la conservation des écosystèmes riches en biodiversité et en carbone et la restauration des écosystèmes dégradés.

### **Énergie: indispensables renouvelables**

Les énergies renouvelables offrent une solution concrète et réalisable pour limiter nos émissions de gaz à effet de serre. Le GIEC décrit des progrès techniques beaucoup plus rapides que prévus par son précédent rapport (2014). Au contraire, les progrès du nucléaire et du captage et stockage du CO<sub>2</sub> ont été plus lents que prévus.

En revanche, le déploiement de ces sources d'électricité à faible émission de carbone est actuellement insuffisant pour atteindre les objectifs climatiques, il s'agit donc de l'accélérer. Il est nécessaire d'atteindre la neutralité carbone en 2050 pour limiter le réchauffement à +1,5°C. Pour cela, le rapport décrit l'urgence à sortir des énergies fossiles: les scénarios qui permettent d'atteindre cet objectif impliquent une réduction de la consommation de charbon de 95%, ainsi que de 60% pour le pétrole et de 45% pour le gaz, en 2050 par rapport à l'année 2019.

L'efficacité énergétique, c'est-à-dire consommer moins d'énergie pour un même usage, sera également vitale. Par exemple, la rénovation performante des logements permet de moins consommer en énergie pour un confort identique.

### **Industrie : les technologies pour décarboner existent**

Comme pour le secteur de l'énergie, les progrès technologiques réalisés au cours de ces dernières années rendent possible la décarbonation de l'industrie, qui est responsable d'environ un quart des émissions mondiales. Cela passera notamment par une utilisation plus efficace des matériaux, des approches circulaires comme la réutilisation ou le recyclage des produits, une forte diminution des déchets, mais aussi par une réduction de la demande. L'efficacité des matériaux et la sobriété représentent la moitié du potentiel de décarbonation du secteur. Concernant les matériaux de base (acier, matériaux de construction...), des procédés de production à émissions de GES faibles ou nulles seront bientôt disponibles. Décarboner l'industrie est donc désormais possible, à condition de choix politiques permettant une véritable transformation du secteur.

### **Agriculture et alimentation: moins de viande, plus de pratiques durables**

Le secteur de l'agriculture, des forêts et de la gestion des sols présente lui aussi de nombreuses options pour l'atténuation. Les pratiques agroécologiques (réduction de l'utilisation d'engrais de synthèse, diversification des cultures, meilleure gestion des déjections animales...) permettent de limiter les émissions de gaz à effet de serre, de mieux stocker le CO<sub>2</sub> dans les sols et apportent de multiples autres bénéfices: protection de la biodiversité, meilleure qualité de l'eau, de l'air et des sols, sécurité alimentaire... L'agroforesterie, c'est-à-dire l'association d'arbres, de cultures et/ou de bétail sur une même parcelle, montre également un fort potentiel d'atténuation.

Les forêts et écosystèmes absorbent du carbone, il est donc important de les protéger et de lutter contre la déforestation. Toutefois, cela ne pourra pas compenser la réduction des émissions, qui doit rester la priorité dans tous les secteurs.

### **Transports: transformer les mobilités individuelles**

Les transports représentent le premier secteur émetteur de gaz à effet de serre en France (31%) et sont responsables d'un quart des émissions mondiales : leur décarbonation est donc un enjeu majeur dans la lutte contre le changement climatique. Parmi les actions identifiées par le GIEC dans tous les secteurs pour réduire les émissions de gaz à effet de serre en transformant les comportements individuels, celles qui concernent la mobilité sont celles qui présentent le plus grand potentiel de réduction de l'empreinte carbone. Les solutions citées par le rapport sont:

- Donner la priorité à une mobilité sans voiture, en privilégiant la marche et le vélo par exemple
- Privilégier les transports en commun

- Favoriser les mobilités électriques
- Réduire les voyages en avion (surtout les vols longs courriers).

À l'échelle des villes, une réorganisation des zones urbaines permettrait de réduire la consommation de carburant liée au transport urbain d'environ 25 %, notamment grâce à des infrastructures de transport moins dépendantes de la voiture et à un rapprochement entre le domicile et le lieu de vie.

Concernant l'aviation, responsable à elle seule de 2,4% des émissions anthropiques de CO<sub>2</sub>, le GIEC rapporte qu'aucune amélioration en termes d'efficacité énergétique ne permettra de suivre le rythme de la croissance prévue du transport aérien. La limitation du trafic resterait donc le moyen le plus efficace pour réduire les émissions du secteur.

Une action politique forte est indispensable pour effectuer ces transitions: il est nécessaire de proposer des aides et des options aux individus pour les accompagner dans ces changements d'habitudes de mobilité.

### **Coopération internationale: multiplier les financements climat**

Pour réaliser toutes ces transformations, le rapport montre que les investissements financiers déployés à l'international sont largement insuffisants: ils devraient être multipliés par un facteur de 3 à 6, si l'on veut limiter le réchauffement à +2°C, donc encore plus pour atteindre l'objectif de +1,5°C. Le GIEC précise pourtant que "le volume de capitaux et de liquidités disponibles à l'échelle planétaire est suffisant pour atteindre le montant à investir". En outre, les coûts de l'atténuation sont plus faibles que ceux de l'inaction: "les avantages économiques mondiaux d'une limitation du réchauffement à 2°C dépasserait les coûts de l'atténuation"... à condition d'agir immédiatement.

Il est donc nécessaire d'investir massivement et rapidement pour l'atténuation du changement climatique. Cela représente un défi majeur pour les pays en développement, dont la participation au réchauffement est moindre: le GIEC rapporte que les 10 % des ménages avec les revenus les plus élevés contribuent de 34 % à 45 % aux émissions globales.

Ayant une plus grande responsabilité dans les émissions de CO<sub>2</sub> et une capacité d'action plus grande, les pays développés doivent apporter un soutien financier de plus de 100 milliards de dollars par an aux pays en développement, selon le GIEC. Au-delà de ce soutien financier, cette transition écologique ne pourra réussir sans un soutien technologique aux pays en développement.

## **Gaz à effet de serre (GES)**

Les **gaz à effet de serre** sont des composants gazeux qui absorbent le rayonnement infrarouge émis par la surface terrestre et contribuent ainsi à l'effet de serre. L'augmentation de leur concentration dans l'atmosphère terrestre est le principal facteur à l'origine du réchauffement climatique. Les principaux gaz à effet de serre naturellement présents dans l'atmosphère sont:

- la vapeur d'eau (H<sub>2</sub>O) et les gouttelettes d'eau des nuages, qui sont à l'origine de 72 % de l'effet de serre naturel. Le réchauffement climatique accentue l'évaporation de l'eau, ce qui assèche les terres, accroît l'effet de serre et le réchauffement des océans;
- le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), responsable de près de 65 % de l'effet de serre d'origine humaine, dont la concentration a augmenté de 47 % depuis 1750;
- le méthane (CH<sub>4</sub>), qui est responsable de 17 % de l'effet de serre d'origine humaine du fait de son potentiel de réchauffement global élevé, égal à 34 fois celui du CO<sub>2</sub> à cent ans mais qui persiste moins de dix ans dans l'atmosphère. Il est rejeté pour les trois quarts par les humains ;
- le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O) ;
- l'ozone troposphérique (O<sub>3</sub>).

Les gaz à effet de serre industriels comprennent aussi les halocarbures.

# LA France DES JOURS HEUREUX: Programme

Les immenses défis écologiques auxquels l'humanité doit faire face sont infiniment liés aux dégâts engendrés par les logiques de rentabilité financière et de profits qui domine la planète.

Changement climatique accéléré, lié aux émissions de gaz à effet de serre avec leurs conséquences en chaîne qui bouleversent, voire mettent en péril, la vie de nombreuses populations; menaces majeures pesant sur la biodiversité, au point que l'on évoque une sixième vague d'extinction des espèces; déforestation irresponsable, parfois organisée à très grande échelle, comme en Amazonie; dangers de pandémies liées à l'apparition de nouveaux virus issus de zoonoses; épuisement des sols du fait de méthodes agricoles productivistes; pillage de ressources; urbanisation et artificialisation débridées des terres; gâchis de matières premières et d'énergie: si nous ne changeons pas de trajectoire très rapidement, c'est la chute assurée dans l'abîme pour l'humanité.

Le constat n'est plus contournable: c'est tout notre mode de développement qui est en cause.

La recherche du profit maximal, le plus rapide possible, qui constitue le credo des marchés financiers et la loi des actionnaires, n'est compatible ni avec la gestion raisonnée des ressources naturelles, ni avec le temps long des écosystèmes, ni avec la transformation des modes de consommation qui doivent à présent privilégier la fiabilité et la durabilité des produits. Ce sont surtout les grandes entreprises, les banques et le capital qui sont responsables. L'Etat est pour sa part, coupable de pas agir sur elles.

En réalité, c'est le système lui-même qui n'est plus soutenable, ni écologiquement ni socialement.

Vient par conséquent à l'ordre du jour la mise en œuvre d'un nouveau modèle de développement, intégrant critères sociaux, critères écologiques et critères d'économie en capital, en matières et en temps de travail, opposés à la rentabilité financière. Il s'agit, dans les meilleurs délais, de réussir une transition énergétique permettant de répondre aux besoins avec une production et une consommation décarbonées. De rebâtir une industrie sur la base de nouveaux critères de production, sociaux et écologiques. De relocaliser les sites de production essentiels au pays, et de favoriser les circuits courts. De favoriser le développement d'un modèle agricole durable, permettant aux producteurs de vivre de leur travail. De mobiliser les ressources considérables aujourd'hui gaspillées dans la sphère de la finance spéculative, afin de répondre aux besoins et attentes de la société. De conditionner les fonds publics versés aux entreprises à des résultats en matière sociale et écologique. De donner aux citoyennes, aux citoyens, comme aux salarié-e-s, des droits nouveaux pour décider de leur avenir. D'apporter des réponses aux mobilisations citoyennes et aux luttes indispensables pour faire avancer les choses. Il s'agit, enfin, d'organiser des rapports de coopération et de solidarité dans chaque pays, comme à l'échelle de l'Europe et du monde.

## **LES AXES** (voir les mesures dans le programme La France des Jours Heureux)

- **Mettre en œuvre un pacte ambitieux pour le climat et pour l'emploi**
- **Favoriser les transports écologiques et collectifs**
- **Agir pour des logements plus écologiques**
- **Décarboner la production et la consommation énergétique**
- **Engager une nouvelle industrialisation de la France en réduisant notre empreinte carbone**
- **Changer radicalement le cap pour l'agriculture française et l'alimentation**
- **Conduire une ambitieuse politique de la mer**
- **Combattre résolument pour la biodiversité**